

Les conséquences économiques du re-confinement

Deuxième évaluation

Jacques SAPIR

Directeur du CEMI

Le 12 novembre 2020

Paris

CEMI – Fondation Robert de Sorbon

Les conséquences économiques du re-confinement

La seconde vague de l'épidémie qui touche, depuis la fin octobre 2020, une grande partie de l'Europe ainsi que la décision prise par le gouvernement français, à la suite de nombreux autres gouvernements européens, de re-confiner le pays à compter du 30 octobre, auront des conséquences économiques importantes. Même si les règles de ce nouveau confinement sont un peu moins strictes que lors du confinement de mars à mai 2020, l'impact économique en sera important. Il viendra s'ajouter aux difficultés que connaît aujourd'hui l'économie française. Cet impact ne se limitera pas aux effets immédiats. Il se traduira par une forte montée de l'incertitude chez les ménages et les entreprises, une incertitude qui devrait perdurer tant que l'épidémie ne sera pas efficacement contrôlée. Cette incertitude affectera profondément la trajectoire de récupération de l'économie jusqu'en 2024.

0. Comment évaluer les conséquences économiques d'un confinement

La question de savoir comment ces conséquences économiques peuvent être appréhendées est une question complexe. En octobre 2020 en France existait un débat sur les conséquences du premier confinement entre les évaluations du gouvernement qui estimait le coût pour la croissance à 9% et le FMI qui évaluait ce coût vers 10%¹. La différence peut sembler minime, mais elle représente un désaccord de l'ordre de 10% quant aux conséquences économiques. L'auteure de l'étude présentée sur le blog du FMI précisait d'ailleurs : « *La divergence des perspectives de revenus entre les économies avancées et les économies émergentes et en développement (à l'exclusion de la Chine) déclenchée par cette pandémie devrait s'aggraver. Nous relevons nos prévisions pour les économies avancées pour 2020 à -5,8%, suivie d'un rebond de la croissance à 3,9% en 2021.*² » Elle signalait aussi que la pandémie laisserait des traces importantes dans les économies des pays qui avaient été touchés, traces dont l'effet se ferait sentir pour de nombreuses années : « *Cette crise laissera probablement des cicatrices à moyen terme, car les marchés du travail mettront du temps à guérir, l'investissement est freiné par l'incertitude et les problèmes de bilan, et la perte de scolarité nuit au capital humain. Après le rebond de 2021, la croissance mondiale devrait progressivement ralentir pour atteindre environ 3,5% à moyen terme. La perte cumulée de production par rapport à la trajectoire prévue avant la pandémie devrait passer de 11 billions en 2020-2021 à 28 billions en 2020-2025. Cela représente un sérieux revers par rapport à l'amélioration du niveau de vie moyen dans tous les groupes de pays.*³ »

¹ Gopinath G., « A long uneven and uncertain ascent », in *IMF Blog*, Fond Monétaire International, 13 octobre 2020, <https://blogs.imf.org/2020/10/13/a-long-uneven-and-uncertain-ascent/>

² Gopinath G., « *The divergence in income prospects between advanced economies and emerging and developing economies (excluding China) triggered by this pandemic is projected to worsen. We are upgrading our forecast for advanced economies for 2020 to -5.8 percent, followed by a rebound in growth to 3.9 percent in 2021.* », op.cit.

³ Gopinath G., « *This crisis will likely leave scars well into the medium term as labor markets take time to heal, investment is held back by uncertainty and balance sheet problems, and lost schooling impairs human capital. After the rebound in 2021, global growth is expected to gradually slow to about 3.5 percent into the medium term. The cumulative loss in output relative to the pre-pandemic projected path is projected to grow from 11 trillion over 2020–21 to 28 trillion over 2020–25. This represents a severe setback to the improvement in average living standards across all country groups.* », op.cit.

Ceci permet de voir que les conséquences économiques ne s'arrêteront pas aux conséquences immédiates. Il faut donc ici préciser la nature de ces conséquences économiques.

- Nous avons tout d'abord les conséquences immédiates, qui découlent des mesures administratives concernant la fermeture d'activités économiques qui sont prises par le gouvernement. Dans le cas de la France, ces mesures découlent du « Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire »⁴. Ce décret précise, dans ses articles 37, 38, 39, 40 et 41 les activités économiques et commerciales autorisées et interdites. Ainsi, près de 200 000 commerces considérés comme « non-essentiel » sont fermés par ce décret. Les conséquences immédiates sont donc facilement mesurables, et elles sont proportionnelles à la durée du confinement. Pour l'heure, le confinement n'est prévu que pour 4 semaines, mais il pourrait être prolongée pour 6 voire 8 semaines.
- Ces conséquences immédiates n'épuisent pas la question des conséquences économiques. Nous avons donc aussi les conséquences indirectes, qui découlent des effets induits pas l'épidémie. Ainsi, quand une entreprise est autorisée à travailler mais que son activité est durablement affectée par la mise en œuvre des protocoles sanitaires, ou que son activité est compromise parce que celle de ses sous-traitants est affectée ou rendue impossible par l'épidémie, on est en présence de conséquences indirectes. L'observation de ce qui s'est produit lors du premier confinement incite à penser que les conséquences indirectes sont souvent sous-estimées.
- Il y a enfin les conséquences induites par le confinement. Ces dernières englobent alors les effets de l'incertitude liée à l'évolution de l'épidémie qui pèse sur les entreprises et les ménages, comme le dit G. Gopinath, l'impact de la restructuration de la consommation du fait des pertes de revenu induites par le confinement, les effets liés à des situations irréversibles provoquées par le confinement (faillites d'entreprises), les pertes cumulatives dans le secteur éducatif, et enfin l'impact de la désorganisation générale de la société induit par cette épidémie. Ces conséquences affecteront le rythme de récupération de l'économie après l'épisode du confinement. Si ce dernier a pu être comparé à l'endormissement de Blanche-Neige après avoir croqué la pomme empoisonnée, le réveil de l'économie s'étend sur une plus longue période. Le Fond Monétaire International estimait ainsi que l'économie française n'aurait récupéré du choc du premier confinement, c'est à dire aurait retrouvé son niveau de PIB de 2019, qu'après 2022. Ainsi, alors que les conséquences directes et indirectes du confinement étaient estimées par le FMI à 9,8% du PIB de 2019, l'ensemble des pertes jusqu'en 2022 était supposé se monter à 14,4% du PIB de 2019, indiquant que les pertes induites pourraient représenter jusqu'à 47% des pertes directes et indirectes.

Ces chiffres indiquent l'ampleur potentielle des conséquences d'un confinement de l'économie. Ils imposent de ne pas s'en tenir à l'année où cet événement a eu lieu, mais de considérer, au contraire, l'ensemble des effets induits sur plusieurs années. L'analyse des conséquences économiques du confinement doit donc nécessairement prendre en compte la trajectoire de récupération de l'économie après cet épisode. C'est dans cette

⁴ <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042475143>

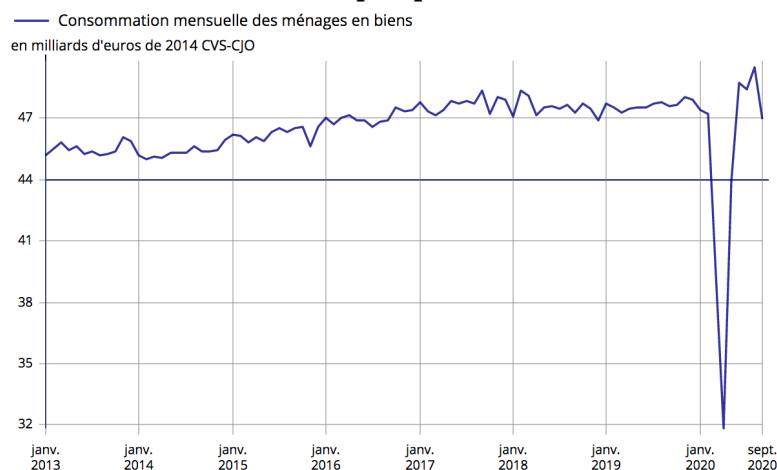
trajectoire que se font sentir les conséquences induites ce qui permet de les distinguer des conséquences directes et indirectes.

Cette distinction entre conséquences directes, indirectes et induites peut alors permettre de traiter le problème des conséquences économiques du confinement. Elle explique alors le fait que les premières estimations pêchent en général par excès d'optimisme.

I. Etat de la situation au 30 octobre

M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, a donc déclaré le 30 octobre que, à la suite du premier confinement, et dans le cadre des effets du second, l'économie française connaîtrait un recul de son PIB de 11%⁵. Il avait déclaré, dans les premiers jours de septembre, et sous l'effet d'une reprise relativement forte de l'activité dès le mois de juin, qu'il estimait alors ce recul à -9%. On notera que cette prévision est légèrement plus optimiste que celle que nous avons faite, et qui situait ce recul entre -10% et -12%⁶. On notera aussi que le FMI estimait, quant à lui, au début du mois d'octobre l'ampleur de ce recul du PIB à -9,8%⁷. Pourtant, dès la fin du mois d'octobre, et se fondant sur les chiffres de septembre 2020, l'INSEE avertissait que la reprise serait nettement moins dynamique que les chiffres observés immédiatement après la fin du premier confinement.

Graphique 1



Source : INSEE

Plusieurs indicateurs économiques montraient cependant que l'activité économique, après le redémarrage des mois de juin et juillet, montrait les signes d'un ralentissement. Ce ralentissement ne faisait que traduire l'impact progressif des conséquences induites du premier confinement.

Au début du mois d'octobre, la confiance des ménages dans la situation économique baissait légèrement à nouveau : l'indicateur qui la synthétise perdait alors un point par

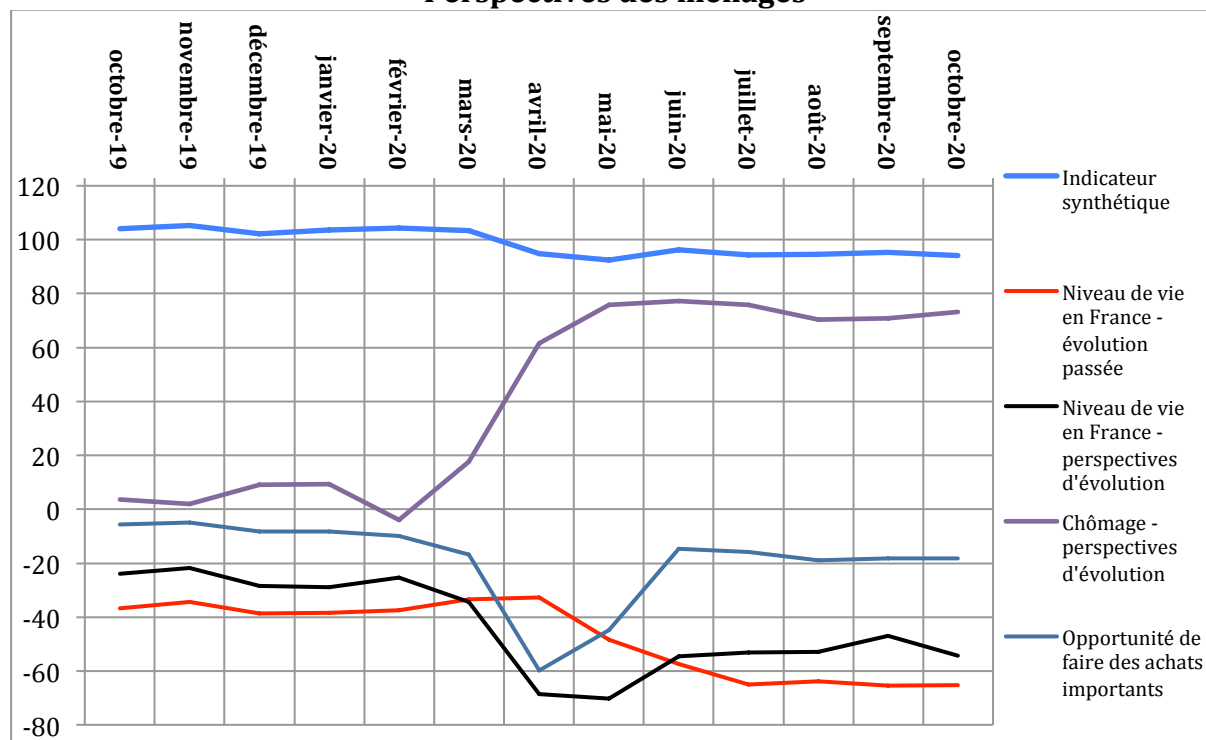
⁵ <https://www.lopinion.fr/edition/economie/pib-francais-devrait-se-contracter-11-en-2020-227896>

⁶ Sapir J., « Would the lock-down induced economic contraction be a prelude to a major depression? » in *Ekonomika i Matematicheskiye Metody* [Economie et Méthodes Mathématiques], 56 (3), pp. 5-25.

⁷ IMF, *World Economic Outlook*, Washington DC, Octobre 2020.

rapport à septembre. À 94, il retrouvait son niveau de juillet et août et demeurait significativement en dessous de sa moyenne de longue période.

Graphique 2
Perspectives des ménages



Source : INSEE

Le ralentissement concernait cependant essentiellement le secteur des services. En octobre 2020, le solde d'opinion relatif aux perspectives générales d'activité du secteur baissait de nouveau et restait donc largement au-dessous de son niveau moyen⁸. Les chefs d'entreprise étaient bien plus pessimistes que le mois précédent sur leurs propres perspectives pour les trois prochains mois : les soldes sur l'activité prévue et la demande prévue chutant et s'éloignant encore de leur moyenne.

Toutefois, les chefs d'entreprise signalaient globalement que leur chiffre d'affaires a augmenté au cours des trois derniers mois : le solde d'opinion sur l'activité passée poursuit son rebond et dépasse sa moyenne de longue période. C'était la preuve que la consommation avait fortement repris dans les semaines suivant immédiatement le 1^{er} confinement. Mais, ces mêmes chefs d'entreprises signalaient dans l'enquête réalisée par l'INSEE que les anticipations sur la demande baissaient. Ceci confirmait que le rebond après le 1^{er} confinement était déjà en train de s'essouffler pour des raisons diverses mais qui peuvent globalement être rangées dans la catégorie des conséquences induites du confinement.

Concernant l'emploi, le solde d'opinion sur les effectifs des trois derniers mois augmentait légèrement mais restait au-dessous de sa moyenne. Celui sur les effectifs prévus reculait quant à lui, bien au-dessous de la sienne. Tout ceci se combinait alors pour aboutir à des perspectives négatives pour le secteur des services.

⁸ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4808217>

Tableau 1

Latest World Economic Outlook Growth Projections

| (real GDP, annual percent change) | PROJECTIONS | | |
|--|-------------|-------------|------------|
| | 2019 | 2020 | 2021 |
| World Output | 2.8 | -4.4 | 5.2 |
| Advanced Economies | 1.7 | -5.8 | 3.9 |
| United States | 2.2 | -4.3 | 3.1 |
| Euro Area | 1.3 | -8.3 | 5.2 |
| Germany | 0.6 | -6.0 | 4.2 |
| France | 1.5 | -9.8 | 6.0 |
| Italy | 0.3 | -10.6 | 5.2 |
| Spain | 2.0 | -12.8 | 7.2 |
| Japan | 0.7 | -5.3 | 2.3 |
| United Kingdom | 1.5 | -9.8 | 5.9 |
| Canada | 1.7 | -7.1 | 5.2 |
| Other Advanced Economies | 1.7 | -3.8 | 3.6 |
| Emerging Markets and Developing Economies | 3.7 | -3.3 | 6.0 |
| Emerging and Developing Asia | 5.5 | -1.7 | 8.0 |
| China | 6.1 | 1.9 | 8.2 |
| India | 4.2 | -10.3 | 8.8 |
| ASEAN-5 | 4.9 | -3.4 | 6.2 |
| Emerging and Developing Europe | 2.1 | -4.6 | 3.9 |
| Russia | 1.3 | -4.1 | 2.8 |
| Latin America and the Caribbean | 0.0 | -8.1 | 3.6 |
| Brazil | 1.1 | -5.8 | 2.8 |
| Mexico | -0.3 | -9.0 | 3.5 |
| Middle East and Central Asia | 1.4 | -4.1 | 3.0 |
| Saudi Arabia | 0.3 | -5.4 | 3.1 |
| Sub-Saharan Africa | 3.2 | -3.0 | 3.1 |
| Nigeria | 2.2 | -4.3 | 1.7 |
| South Africa | 0.2 | -8.0 | 3.0 |
| Low-Income Developing Countries | 5.3 | -1.2 | 4.9 |

Source: IMF, *World Economic Outlook*, October 2020

For India, data and forecasts are presented on a fiscal year basis, with FY 2020/21 starting in April 2020. India's growth is -8.6 percent in 2020 and 6.8 percent in 2021 based on the calendar year.

Or, ces services excluaient ceux liés à l'activité touristique (hôtellerie/restauration), un secteur qui avait particulièrement souffert de l'impact de l'épidémie et où le retour à la normale, en dépit du pic d'activité saisonnier du mois d'août, s'avérait chaotique.

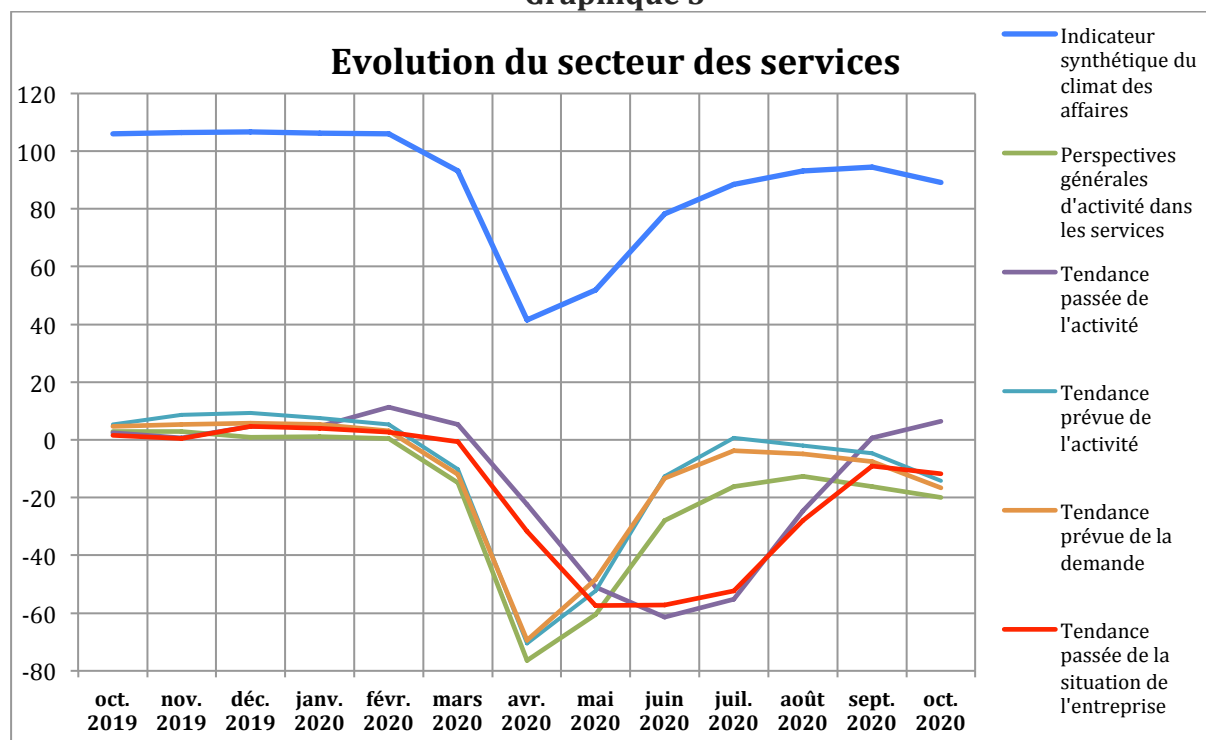
Tableau 2
Composition du secteur des services

| | |
|--------------|--|
| 4941A | Transports routiers de fret interurbains |
| 4941B | Transports routiers de fret de proximité |
| 4941C | Location de camions avec chauffeur |
| 5229A | Messagerie, fret express |
| 5320Z | Autres activités de poste et de courrier |

(Source : INSEE)

La combinaison des données sur les services et celles sur les ménages dressait en réalité un tableau relativement inquiétant de l'économie française à la veille d'être frappée par la seconde vague de l'épidémie. Très clairement, l'économie française n'avait pas renoué avec la situation de 2019 et la reprise de l'activité se déroulait à un rythme moindre que prévu et espéré dès le moi d'août 2020.

Graphique 3



Source : INSEE

Cette situation générale rendait déjà, au début du mois d'octobre 2020, peu crédibles les prévisions officielles. Les prévisions faites par le FMI en octobre 2020 traduisaient donc cette inquiétude que l'on pouvait avoir sur le rythme du retour à la normale. On pouvait s'attendre à ce que le 4^{ème} trimestre soit – au mieux – décevant. C'est donc dans ce contexte qu'est survenu le 2^{ème} confinement, imposé par la très forte recrudescence de l'épidémie de la COVID-19.

II – Quel nouveau confinement pour quel impact ?

Le nouveau confinement n'est donc la réplique exacte du premier, loin de là. Il est, pour l'heure, prévu pour un mois. Mais, il est hautement probable qu'il soit prolongé sur 6 semaines, voire sur deux mois.

Les écoles, collèges et lycées devraient rester ouverts, même si les conditions d'accueil des élèves peuvent varier⁹, et de nombreuses entreprises aussi. Les mesures les plus immédiatement contraignantes concernent la restauration, l'événementiel, les activités liées au sport, les petits commerces qui ne sont pas de « première nécessité ». En terme d'activité directe, l'impact devrait donc être plus faible, même si les mois de novembre et décembre concentrent une grande partie des achats. Or, les français n'avaient pas repris leur volume habituel de consommation après le 1^{er} confinement. Le volume des achats qui seront à nouveau retardés, voire annulés, sera important. Or, cela se traduira par une baisse de la production quand il s'agit de biens, et par une perte d'activité quand il s'agit de services. A l'impact direct, lié à la chute de chiffres d'affaires des commerces et entreprises fermées par décision administrative, il faudra donc ajouter les produits qui ne seront pas fabriqués, faute de demande. Dans le journal *Les Echos*, des économistes y estimaient le coût de ce nouveau confinement, s'il se limitait à 4 semaines, à 5% du PIB produit au 4^{ème} trimestre 2020¹⁰. Globalement, cela devrait représenter un peu moins de 2% du PIB annuel (compte tenu de l'importance du PIB au 4^{ème} trimestre).

Mais, ceci ne tient pas compte des effets à moyen terme engendrés par ce nouveau confinement, qu'il s'agisse des effets indirects et des effets induits. En effet, ce nouveau confinement vient ajouter aux effets du premier l'effet d'une incertitude généralisée. Les acteurs économiques, et une large part de la population, avaient pu penser que le premier confinement, pour aussi pénible qu'il fut, serait unique. Le deuxième confinement fait implicitement peser la menace d'autres épisodes de ce type. L'incertitude qu'engendre cette 2^{ème} vague, dont nul ne peut dire si elle ne sera pas suivie par une 3^{ème} au printemps prochain, va mettre à l'arrêt les principaux projets d'investissement des entreprises, et pousser les ménages à suspendre leurs projets. L'investissement privé, qu'il soit celui des entreprises ou des ménages, va être la première victime de cette incertitude. Or, sans investissement, il n'y aura pas de véritable reprise en 2021 et 2022. On doit donc, pour envisager la trajectoire de l'économie française dans les prochaines années, formuler plusieurs hypothèses.

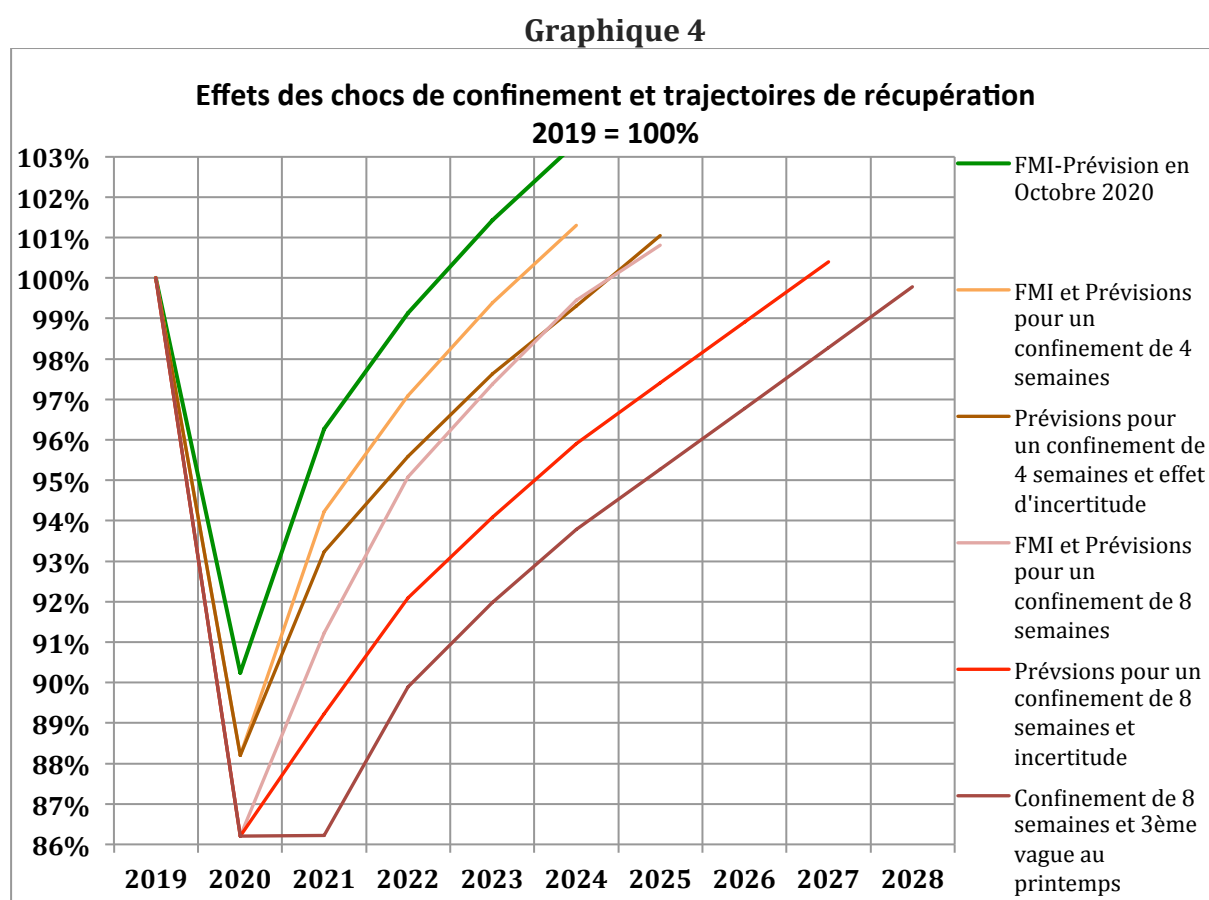
1. Une hypothèse « optimiste » où les prévisions du FMI seraient simplement décalées de 2% du fait du 2^{ème} confinement, et où la reprise suivrait la trajectoire estimée au mois d'octobre 2020.
2. Une hypothèse conservant une estimation modérée de l'impact du 2^{ème} confinement, mais incluant l'effet de l'incertitude engendré par ce 2^{ème} confinement sur le rythme du retour à la normale.

⁹ <https://www.europe1.fr/societe/covid-19-blanquer-annonce-un-protocole-sanitaire-renforce-au-lycee-4003679>

¹⁰ https://www.lesechos.fr/economie-france/conjoncture/covid-la-reprise-de-lepidemie-pourrait-faire-chuter-lactivite-de-5-en-fin-dannee-1260509#utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=re_8h&utm_content=20201030&utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=re_8h&utm_content=20201030

3. Une hypothèse « pessimiste » où les prévisions du FMI seraient cette fois décalées de 4% du fait d'un 2^{ème} confinement plus long, et où la reprise suivrait la trajectoire estimée au mois d'octobre 2020.
4. Une hypothèse avec cette estimation de l'impact du 2^{ème} confinement à 4%, et incluant de plus l'effet de l'incertitude engendré par ce 2^{ème} confinement sur le rythme du retour à la normale.
5. Une hypothèse très pessimiste incluant l'effet d'un éventuel 3^{ème} confinement et d'une stagnation de l'économie en 2021, puis y ajoutant les effets d'une grande incertitude sur le rythme de retour à la normale.

Ces différentes hypothèses sont représentées sur le graphique 4, où la prévision initiale du FMI (qualifiée d'hypothèse « 0 ») sert alors de base pour mesurer l'effet additionnel du 2^{ème} confinement.



Source : FMI et CEMI – Centre Robert de Sorbon

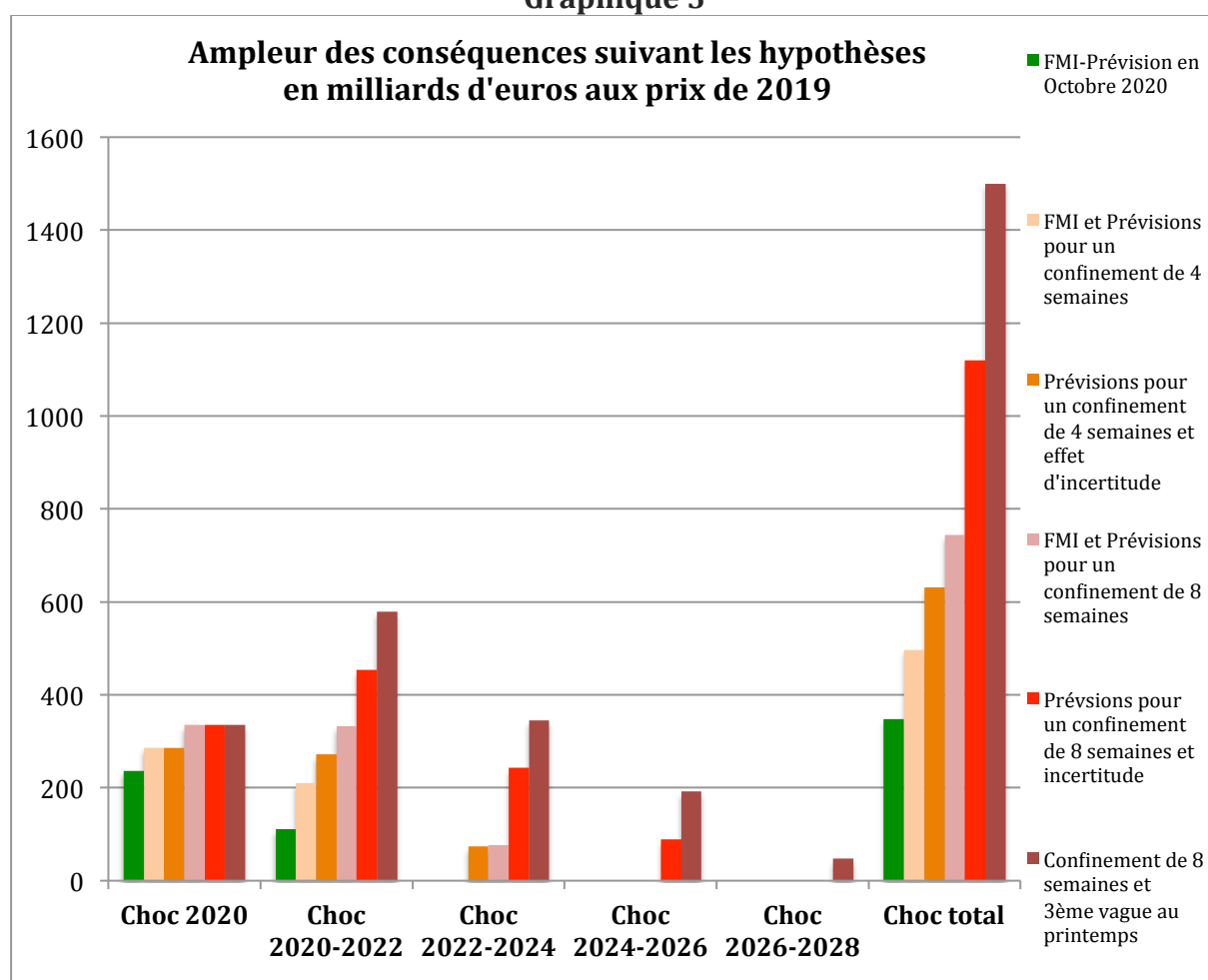
La première hypothèse peut être qualifiée d'optimiste. Elle repose, implicitement sur l'idée que le 2^{ème} confinement ne durerait qu'un mois et qu'un vaccin efficace et sans danger (ou un traitement faisant l'unanimité) apparaîtrait vers la fin du printemps 2021. Elle apparaît aujourd'hui comme faiblement réaliste. La seconde hypothèse, qui inclut l'impact de l'incertitude due à des réponses médicales d'une efficacité très modérée, aboutit au même résultat que la troisième hypothèse, qui diffère uniquement de la première par la durée du confinement. L'économie française n'aurait pas retrouvé en 2024 son niveau de 2019.

La 4^{ème} hypothèse, qui inclut, elle aussi, l'impact de l'incertitude aggrave le précédent résultat. L'économie française, en 2024, est loin de retrouver le niveau de 2019, et se situe entre celui de 2017 et de 2018.

La 5^{ème} hypothèse, elle, inclut une hypothétique 3^{ème} vague qui fait plonger l'économie française à peu de choses près au niveau où elle était au début des années 2010. La Franc ne retrouverait le niveau de production de 2019 qu'en 2028. Elle constitue alors, à l'heure actuelle, l'hypothèse du « pire » qui puisse survenir. L'impact économique peut être mesuré en considérant que, économiquement, nous serions en 2024 renvoyés au moins 6 ans en arrière.

Ces hypothèses impliquent des coûts ou des conséquences économiques différentes. L'ampleur des « conséquences induites » varie fortement en fonction des différentes hypothèses.

Graphique 5



FMI et CEMI, Centre Robert de Sorbon

Le rapport entre les conséquences directes et indirectes et les conséquences induites apparaît comme fortement lié aux hypothèses formulées. Ces dernières se caractérisent aussi par des durées de récupération du niveau d'activité de 2019 très différentes. Ainsi, pour les 4 premières hypothèses, l'économie française serait revenue à son niveau de 2019 en 2024 au plus tard et même avant pour l'hypothèse la plus optimiste. L'impact sur le rapport entre les conséquences directes et indirectes et les conséquences induites

fluctue donc considérablement en fonction de la durée totale des effets des confinements.

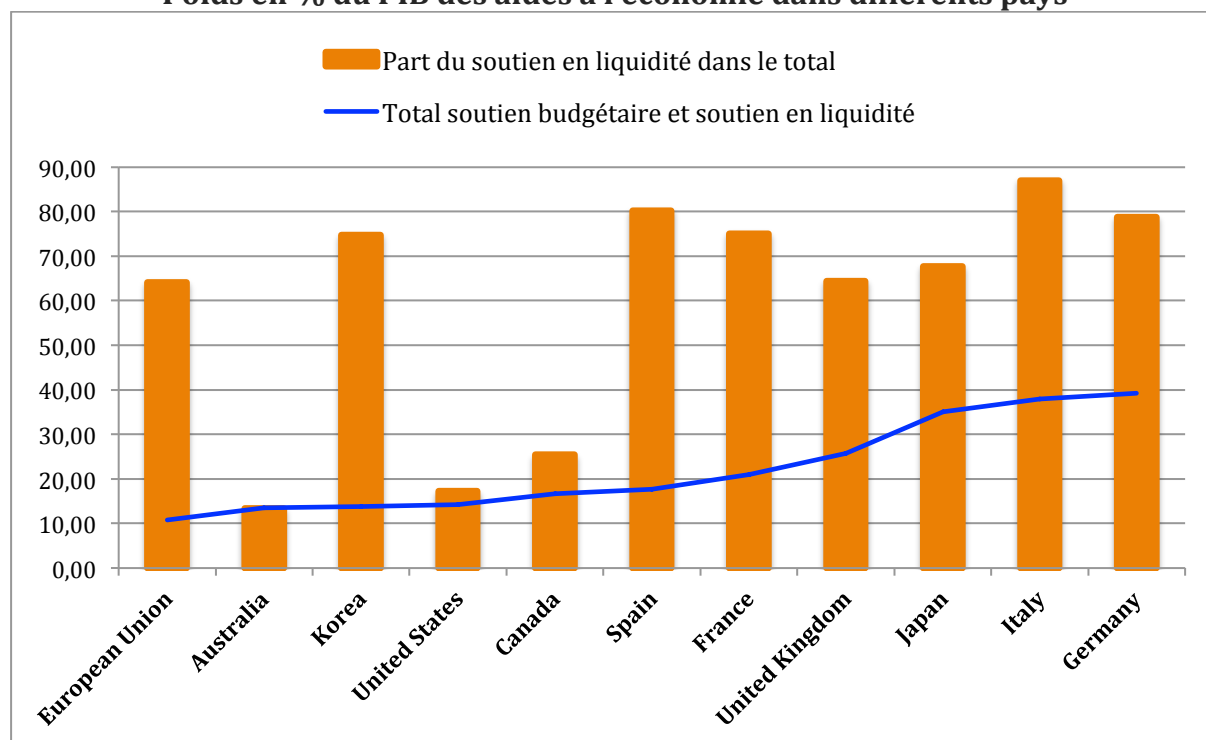
Tableau 3
Conséquences économiques des confinements en milliards d'euros aux prix de 2019

| | Conséquences directes et indirectes | Conséquences induites | Conséquences induites/conséquences directes et indirectes |
|---|-------------------------------------|-----------------------|---|
| FMI-Prévision en Octobre 2020 | 236,682 | 111,583 | 47,1% |
| 1 - FMI et Prévisions pour un confinement de 4 semaines | 286,234 | 210,686 | 73,6% |
| 2 - Prévisions pour un confinement de 4 semaines et effet d'incertitude | 286,234 | 345,681 | 120,8% |
| 3 - FMI et Prévisions pour un confinement de 8 semaines | 334,748 | 408,749 | 122,1% |
| 4 - Prévisions pour un confinement de 8 semaines et incertitude | 334,748 | 785,712 | 234,7% |
| 5 - Confinement de 8 semaines et 3ème vague au printemps | 334,748 | 1164,473 | 347,9% |

FMI et CEMI, Centre Robert de Sorbon

Par ailleurs, les trois dernières hypothèses doivent aussi inclure un impact important des confinements sur les banques. En effet, la politique de soutien à l'économie de l'Etat passe, en France, essentiellement par des mécanismes de crédit. Or, une partie des prêts garantis par l'Etat ne seront pas remboursés dans la situation qui va se développer à la suite du 2^{ème} confinement. La situation des banques françaises deviendra difficile du fait de la montée massive des créances douteuses dans leur bilan.

Graphique 6
Poids en % du PIB des aides à l'économie dans différents pays



Source : FMI, septembre 2020

Or, la France, comme l'Italie, l'Allemagne ou l'Espagne, a soutenu son économie massivement par des prêts garantis, ces derniers représentant 75% du total du soutien à l'économie. Inversement, des pays comme les Etats-Unis et le Canada ont essentiellement mis l'accent sur l'aide budgétaire.

III. Un appauvrissement important de la France ?

En termes de perte de richesse par rapport à la situation de la mi-octobre, le 2^{ème} confinement pourrait avoir, selon les hypothèses retenues, un impact qui irait du raisonnable au dramatique.

Tableau 4
Pertes de richesse (en % du PIB 2019) additionnelles par rapport aux hypothèses du FMI

| H | Nature de l'hypothèse | 2020 | Total |
|---|--|------|-------|
| 1 | FMI transposé (optimiste) | 2,0% | 6,1% |
| 2 | FMI transposé (optimiste) et effet d'incertitude | 2,0% | 11,7% |
| 3 | FMI transposé (pessimiste) | 4,0% | 16,3% |
| 4 | FMI transposé (pessimiste) et incertitude | 4,0% | 31,8% |
| 5 | FMI transposé (pessimiste) incertitude et 3 ^{ème} vague | 4,0% | 47,4% |

Deux constatations s'imposent. La première est que l'introduction de l'incertitude dans une hypothèse « optimiste » (1 mois de confinement) ne rajoute que peu de pertes supplémentaires par rapport à l'hypothèse de base qui avait été formulée par le FMI au début du mois d'octobre 2020. Par contre, les pertes de richesses montent rapidement dans les hypothèses « pessimistes », et du fait des pertes induites par la durée du confinement et du fait de l'incertitude. Ces pertes additionnelles atteignent évidemment leur maximum avec l'hypothèse (5), et se monteraient, alors, à 47,4% du PIB de 2019.

A ces pertes globales il faudrait alors ajouter les dépenses supplémentaires induites par le traitement de la probable crise bancaire et celles engendrées par toutes les pathologies associées à la forte hausse du chômage qui surviendra inévitablement.

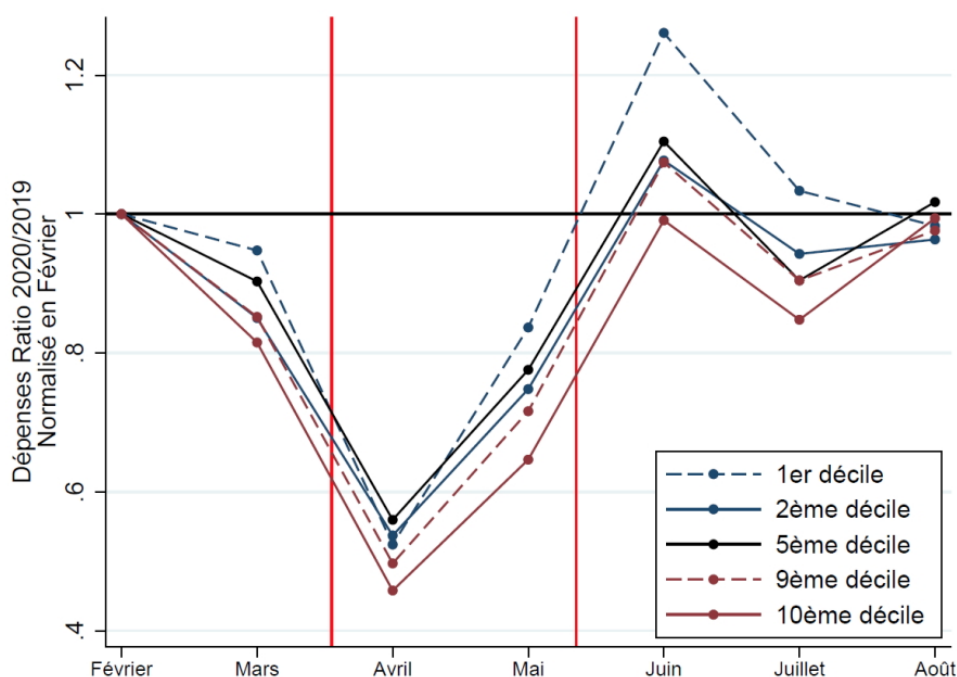
Sur ce dernier point, on doit craindre l'effet cumulatif sur la trésorerie des TPE (et de nombreux petits commerces car on s'attend à ce que 200 000 d'entre-eux fassent l'objet d'une fermeture administrative) de ce 2^{ème} confinement. En effet, dans les petits commerces les produits vendus financent leur propre achat, les fournisseurs accordant des délais de paiement ou des traites allant de 30 à 90 jours. Le fait que les commerces ne puissent plus vendre (sauf les commerces de produits alimentaires) et, qui plus est, dans une période de fortes ventes anticipées, va causer une crise de trésorerie dans un très grand nombre de TPE et de commerces, crise que le gouvernement cherche à éviter par des mesures spécifiques¹¹. Ces dernières comprennent La prise en charge jusqu'à 10 000 € par mois de la perte de Chiffre d'Affaires des TPE/PME qui ont été fermées administrativement, des mesures de trésorerie pour les charges et les loyers à payer dans cette période, un plan spécial pour les indépendants, les commerçants et les très petites et moyennes entreprises, plan sur lequel, à l'heure actuel, on ne sait que peu de choses, un accompagnement pour les TPE/PME comme les artisans qui entreprendront

¹¹ <https://www.netpme.fr/actualite/confinement-les-5-mesures-daides-aux-tpe-pme/>

des démarches de numérisation et le maintien d'un chômage partiel dérogatoire¹². Pour autant le gouvernement n'a ni abordé le sujet des pertes d'exploitation, ni détaillé le « plan spécial » pour les TPE/PME qu'il entend mettre en œuvre.

Ajoutons, et cela a déjà été constaté lors du 1^{er} confinement, que les inégalités croitraient de manière importante. Cela s'est vu dans les comportements de consommation et d'épargne des ménages (graphique 6), ainsi que le montre l'étude du CAE publiée le 12 octobre¹³. Les auteurs de cette étude, réalisée sur la base de l'exploitation des données bancaires, écrivent : « L'accumulation d'épargne pendant la période récente a donc été très inégale. Si l'épargne globale des ménages pendant la période a été massive (près de 50 milliards d'euros de plus que ce qu'aurait prédit la continuation de la tendance pré-Covid), elle a été très fortement concentrée sur les deux derniers déciles. Le surcroît d'épargne des deux déciles les plus aisés s'élève en effet à 32 milliards d'euros. Près de 70 % du surcroît de l'épargne ont donc été faits par 20 % des ménages. Les deux premiers déciles ont en revanche beaucoup moins pu épargner sur cette période »¹⁴.

Graphique 7
Dynamique de la consommation par déciles de dépenses



Source : CAE *Dynamiques de consommation dans la crise : les enseignements en temps réel des données bancaires*, octobre 2020, p. 7.

Ils en concluent : « Cette analyse confirme la grande sensibilité des ménages à bas revenus et à faible épargne aux variations du revenu. En effet la propension marginale à consommer est par exemple plus élevée chez les ménages disposant de moins d'épargne

¹² <https://www.netpme.fr/actualite/reconfinement-un-plan-special-pour-les-tpe-pme-les-independentants-et-les-commerçants/>

¹³ Bounie D., Y. Camara, É. Fize, J. Galbraith, C. Landais, C. Lavest, T. Pazem et B. Savatier, *Dynamiques de consommation dans la crise : les enseignements en temps réel des données bancaires*, Paris, CAE, « Focus », octobre 2020.

¹⁴ Idem, p. 9.

liquide. Elle suggère qu'un soutien beaucoup plus franc aux ménages les plus modestes, plus exposés aux conséquences économiques des mesures sanitaires, va très rapidement s'avérer nécessaire ». La nouvelle phase de confinement que la France connaît va donc non seulement conduire à une répétition de ce qui s'était produit au printemps dernier, mais risque fort d'y ajouter un élément cumulatif qui risque de faire basculer une partie de la population dans la très grande pauvreté. Il est donc clair que les inégalités se sont accrues¹⁵. Une note de la Direction Générale du Trésor énumère d'ailleurs ce phénomène lié au confinement¹⁶.

En 2024, le risque est donc non seulement que nous soyons dans une France plus pauvre, mais aussi bien plus inégalitaire que celle de 2010.

Conclusion

Le 2^{ème} confinement aura donc, en dépit des allègements prévus par rapport au 1^{er} confinement (mars-mai 2020), des effets négatifs sur l'économie française. Ces effets seront liés à la fois à sa durée réelle (aujourd'hui un mois, mais potentiellement de 6 à 8 semaines) et au degré d'incertitude sur le futur qu'il va introduire pour les acteurs économiques. Son impact sur l'accroissement des inégalités est plus que probable, même s'il ne peut être estimé avec précision à l'heure actuel.

Le plus inquiétant reste, cependant que, dans les hypothèses (4) et (5), le niveau de 2019 ne serait pas retrouvé avant 2026-2028. Autrement dit, l'économie française connaîtrait, du fait de l'épidémie du COVID-19, l'équivalent d'une « décennie perdue ». Le coût de cette « décennie perdue » serait alors considérable. Ce coût serait alors constitué moins des conséquences directes et indirectes de l'épidémie que des conséquences induites de cette dernière. Il aurait des conséquences importantes et sur le niveau du chômage et sur les finances publiques et en matière d'investissements. En conséquence, le « potentiel de croissance » de l'économie française serait alors faible jusqu'à 2030, et sa capacité à retrouver si ce n'est le plein emploi mais tout simplement le niveau d'emploi de 2019, tout en restant dans les cadres actuels de l'euro et de l'UE, resterait très limité. Seule une politique très expansives des investissements publics, se substituant aux investissements privés défaillants, accompagnée par une modification substantielle du cadre institutionnel européen dans lequel s'inscrit l'économie française, serait susceptible d'éviter cette « décennie perdue ».

¹⁵ <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/le-confinement-a-exacerbe-les-inegalites-selon-une-note-du-tresor-20200812>

¹⁶ Barbara M-A, *Inégalités de conditions de vie face au confinement*, Paris, DGT, Ministère des Finances, note n° 264, août 2020.